

Ouvertures Économiques

Comprendre l'économie

Questions économiques contemporaines

Hervé Charmettant
Georges Sébastien
Guillaume Vallet

Préface de Jérôme Gauthié

2^e édition

+ Enseignement
à distance

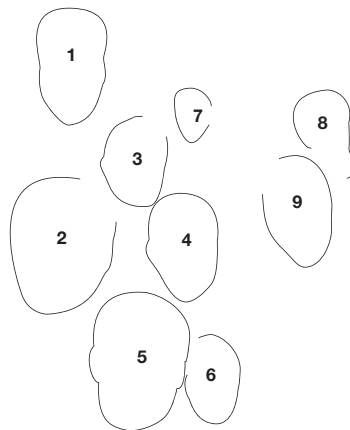
L

M
D

deboeck
SUPÉRIEUR **B**

NOTO
VERSION NUMÉRIQUE

Comprendre l'économie



- 1 | **Georges AKERLOF** (1940-). Né dans le Connecticut, Georges Akerlof est docteur en sciences économiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Professeur à Berkeley, le prix Nobel d'économie lui a été décerné en 2001, en compagnie de Joseph Stiglitz et Michael Spence pour ses travaux sur l'asymétrie d'information et la « sélection adverse ».
- 2 | **Oliver E. WILLIAMSON** (1932-). Né dans le Wisconsin, Oliver E. Williamson est docteur de l'Université Carnegie-Mellon. Professeur à Berkeley, il est le fondateur de la « nouvelle économie institutionnelle », où un rôle central est attribué au concept de coût de transaction, développé dans un article célèbre du prix Nobel 1991, Ronald Coase.
Photo : © <http://groups.haas.berkeley.edu/bpp/oew/>
- 3 | **Maurice ALLAIS** (1911-2010). Né à Paris, Maurice Allais est sorti major de l'École polytechnique en 1933. Il a obtenu le prix Nobel d'économie en 1988. Ses travaux ont eu une influence déterminante après-guerre sur les ingénieurs-économistes français (L'Économie pure (1943) et Économie et intérêt (1947)) mais une part significative de sa réputation internationale est due aussi au « paradoxe d'Allais », remise en cause de la théorie face au risque de von Neumann et Morgenstern.
- 4 | **Joseph STIGLITZ** (1943-). Né dans l'Indiana, Joseph Stiglitz est, à 26 ans, professeur à l'Université de Yale. La thèse de cet ancien étudiant du Massachusetts Institute of Technology (MIT), portant sur le rationnement du crédit, est célèbre dans le monde universitaire. J. Stiglitz développera par la suite ses analyses sur l'imperfection de l'information et ses conséquences sur le fonctionnement des marchés. Chef de file des nouveaux keynésiens, il a obtenu le prix Nobel d'économie en 2001 (en même temps que G. Akerlof et M. Spence).
- 5 | **Robert LUCAS** (1937-). Né dans l'État de Washington, Robert Lucas enseigne depuis 1965 à l'Université de Chicago. Principal représentant de la « nouvelle macroéconomie classique », le prix Nobel d'économie lui a été décerné en 1995 pour ses travaux sur les anticipations rationnelles et leurs conséquences quant à la stabilité des modèles économétriques (Lucas's critique) et aux limites des interventions publiques (impotence result).
Photo : © Université de Chicago

- 6 | **Kenneth Joseph ARROW** (1921-2017). Né à New-York, Kenneth J. Arrow s'oriente en 1941 vers l'économie à l'Université de Columbia. Il est connu pour sa démonstration de l'existence d'un équilibre général de concurrence, ses travaux sur le risque et son « théorème d'impossibilité » (agrégation 'impossible' des préférences individuelles en une fonction satisfaisante de choix collectif). Il a obtenu le prix Nobel d'économie en 1972, avec John Hicks.
- 7 | **Paul KRUGMAN** (1953-). Né à New-York, Paul Krugman est diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT), université où il enseigne ainsi qu'à Yale, Stanford et Princeton. Ce nouveau keynésien, défenseur du libre-échange tempéré et spécialiste de l'économie internationale, s'appuie sur l'analyse de la concurrence imparfaite pour rectifier certaines des conclusions de l'analyse néoclassique.
- 8 | **Milton FRIEDMAN** (1912 – 2006). Né à Brooklyn, Milton Friedman a enseigné à l'Université de Chicago, de 1946 à 1977. Il a été le pape du retour au libre marché, de la déréglementation et de l'abandon de la politique budgétaire au profit de la politique monétaire. Chef de file d'une véritable contre-révolution keynésienne dès les années 50, il a vu ses idées triompher dans les années 70 et a reçu le prix Nobel en 1976.
- 9 | **Barry EICHENGREEN** (1952-). Né en Californie, Barry Eichengreen a fait des études d'économie et d'histoire à l'Université de Yale et enseigne aujourd'hui à l'Université de Berkeley. Il a notamment fait des propositions pour construire une architecture financière internationale et une architecture financière européenne.
Photo : © 2008 Robert Houser

Source : « L'essentiel de l'économie », in Alternatives économiques, Hors série pratique n° 21, novembre 2005.

Ouvertures Économiques

Comprendre l'économie

Questions économiques contemporaines

Hervé **Charmettant**
Georges **Sébastien**
Guillaume **Vallet**

Préface de Jérôme **Gautié**

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2017
Rue du Bosquet, 7 – B1348 Louvain-la-Neuve

2^e édition, 2017

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : juillet 2017
Bibliothèque Royale de Belgique, Bruxelles : 2017/13647/103

ISSN : 2034-5070
ISBN : 978-2-8073-0672-1

PRÉFACE

Comme le soulignent les auteurs de cet ouvrage dès les premières lignes de leur introduction, plus que jamais l'économie est au cœur de l'actualité et des préoccupations. Ce serait même à peine dramatiser que d'affirmer qu'au moment où étaient écrites ces lignes, l'économie européenne semblait de nouveau au bord du gouffre, faisant planer le spectre d'un effondrement semblable à celui des années 1930. Au-delà de la crise actuelle en Europe mais aussi aux États-Unis, la situation de la Chine, que beaucoup espèrent ou craignent voir devenir la première puissance économique mondiale, est elle aussi préoccupante, et porteuse de déséquilibres mondiaux à venir. Une économie trop extravertie, une suraccumulation se traduisant notamment par des surcapacités de production et une bulle immobilière, et surtout, à moyen terme, un choc démographique de grande ampleur, en font un colosse aux pieds d'argile. En d'autres termes, aujourd'hui comme dans les années qui viennent, les enjeux sont tels que nul ne peut se désintéresser des questions économiques.

Le parallèle avec les années 1930 renvoie non seulement aux effets (la crise) mais à leurs causes profondes. Si l'économie occupe aujourd'hui tant de place et suscite autant d'attention et d'interrogation, c'est qu'elle s'est, en quelque sorte « désencastrée » de la société, pour devenir de plus en plus une sphère autonome et, dans les faits, de moins en moins régulée. Karl Polanyi, dans son magnifique ouvrage *La grande transformation*, paru au début des années 1940, avait vu dans le « désencastrement » progressif de l'économie depuis le XIX^e siècle la cause de la crise de 1929. Rappelons, dans une perspective historique plus longue, que la mise en garde contre l'autonomisation des activités économiques (et, plus particulièrement, financières) et ses effets potentiellement délétères, est au cœur de toute une tradition de la pensée occidentale, rassemblant des auteurs pouvant pourtant paraître, pour certains, très différents voire opposés. Pour ne prendre que quelques exemples illustres, cette tradition s'exprime de Platon et son communisme radical (souhaitant même abolir l'usage de la monnaie), ou d'Aristote dénonçant la « chrématistique » et ses dérives, à Marx et sa critique implacable du capitalisme, en passant par saint Thomas d'Aquin, dont la théorie du « juste prix » exprime l'opposition de la pensée chrétienne à toute suprématie de l'ordre économique sur l'ordre social, devant lui-même refléter l'ordre divin. Les critiques actuelles du « néo-libéralisme » et des dérives de la finance s'inscrivent en fait dans cette longue tradition, même si c'est bien sûr avec des arguments et des préconisations qui peuvent être très différentes des auteurs cités. Cependant, l'autonomisation de l'économie ne découle pas seulement de décisions politiques

délibérées de dérégulations. Elle renvoie à un phénomène plus global, et en même temps plus complexe, de mondialisation, qui contribue à priver les États-Nations de leviers de contrôle pour maîtriser leur destin.

Or, si les questions économiques ont rarement été aussi présentes et pressantes (pour ne pas dire oppressantes), rarement l'autoproclamée « science » économique et, avec elle, les économistes, n'auront été autant remis en cause. L'économie, comme discipline, se serait fourvoyée dans une abstraction toujours croissante (accompagnée d'une mathématisation à outrance), et n'aurait que les (fausses) apparences de la science, comme en atteste son échec à prévoir la crise, puis à en préconiser les solutions. Certes, la critique de l'absence de message fiable et univoque permettant d'éclairer le décideur public ne date pas d'aujourd'hui. On se souvient de la boutade du président américain Richard Nixon, il y a quarante ans, regrettant de ne pas disposer d'un économiste manchot, tant il était agacé des circonvolutions de ses conseillers économiques – « d'une part (*on the one hand*) on peut dire ceci, mais d'autre part (*on the other hand*) on peut dire cela ». Mais les dissensions au sein des économistes ont atteint avec la crise entamée en 2008 des sommets, en prenant parfois la tournure de véritables batailles de polochons entre titans de la discipline – lorsque, par exemple, Paul Krugman, prix Nobel, accuse certains de ses collègues tout aussi éminents de ne rien avoir compris à leur cours de macroéconomie de première année d'université ! Au-delà de ces dissensions internes, c'est aussi parfois le fonctionnement même de la profession qui est dénoncé, de nombreux économistes étant accusés d'avoir, par idéologie et/ou opportunisme, encouragé le mouvement de dérèglementation, et participé à ce « triomphe de la cupidité » dénoncé notamment par un autre prix Nobel, Joseph Stiglitz.

Pour autant, si l'économie ne saurait revendiquer le degré de scientificité des sciences dites « dures », elle ne mérite peut-être pas autant de discrédit. Elle a développé progressivement, depuis maintenant plus de deux siècles, un ensemble d'outils conceptuels et empiriques dont on peut difficilement contester la pertinence pour aider à décrypter les phénomènes économiques. On comprend, et plus particulièrement dans le contexte actuel, l'enjeu proprement pédagogique à faire connaître ces outils non pas seulement auprès des étudiants, mais aussi, plus largement auprès de l'ensemble des citoyens, pour qu'ils puissent mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Et c'est là tout l'intérêt d'un ouvrage comme celui qui nous est présenté ici.

La pédagogie de l'économie a fait beaucoup débat aux cours des années récentes, et notamment en France. J'ai eu la chance et l'honneur de participer, en tant que corédacteur des rapports qui en sont issus, à deux moments importants de réflexion collective sur ce thème : la commission Fitoussi, en 2000-2001, sur l'enseignement de l'économie à l'université (faisant suite à la mobilisation de certains étudiants contre, notamment, le côté trop abstrait et déconnecté de la réalité de leurs enseignements), et la commission Guesnerie, en 2008, sur l'enseignement des sciences économiques et sociales au lycée.

Enrichi de cette expérience, je ne peux être qu'en pleine sympathie avec la démarche adoptée par les auteurs dans cet ouvrage. Loin de rejeter l'apport de la « science » économique, y compris « standard », ils l'utilisent de façon très pertinente tout au long des différents chapitres. Mais leur objet premier, contrairement aux manuels traditionnels, n'est pas de présenter l'approche économique en elle-même et pour elle-même, mais au contraire de la mobiliser comme une « boîte à outils » conceptuels et empiriques, en partant de questions concrètes, problématisées en questions économiques, toutes d'une particulière actualité – de la croissance au développement durable, en passant par la désindustrialisation, le chômage, les inégalités et la mondialisation.

Le lecteur en tirera le plus grand profit, qu'il soit élève au lycée, étudiant de première année, ou, encore une fois, simple citoyen intéressé à ces questions – et, comme nous l'avons suggéré plus haut, comment ne pas l'être aujourd'hui ?

Jérôme Gautié
Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Chercheur au Centre d'Économie de la Sorbonne
Paris, février 2017

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Michel Roca, conseiller de la collection, de nous avoir sollicités pour écrire ce livre et d'avoir participé à la réflexion qui a mené à sa forme actuelle.

Nous remercions aussi Jérôme Gautié d'avoir accepté de préfacier cet ouvrage.

Merci enfin aux lecteurs de la première édition – étudiants, stagiaires ou « simples curieux de l'économie » – pour leurs commentaires et encouragements.

INTRODUCTION

Qui peut contester que l'économie est un domaine des activités humaines qui a pris une place exorbitante aujourd'hui ? Dans nos vies, évidemment, au niveau individuel mais aussi au niveau collectif, dans la vie de la cité. La politique est effectivement de plus en plus affaire de choix en matière économique, comme le confirment les sujets sur lesquels les débats électoraux se nouent. Par ailleurs, ces sujets animent nos conversations, remplissent les journaux, alimentent les informations à la télévision et à la radio et inspirent d'innombrables sites sur Internet... Nous baignons littéralement dans ce flux d'informations économiques, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est bien difficile pour une personne ordinaire d'en maîtriser les tenants et les aboutissants. Décrypter alors ces informations souvent complexes et pouvant même parfois sembler mystérieuses, c'est un peu comme regarder un ciel étoilé la nuit sans rien y connaître. On ne saurait y trouver du sens à moins d'avoir appris à repérer les constellations et de disposer d'un télescope. C'est tout à fait similaire en économie où il faut disposer de certains concepts et savoir utiliser les outils adaptés d'observation pour accéder à la compréhension des phénomènes.

Les études en économie doivent précisément fournir ces outils et ces concepts. Mais c'est trop souvent de façon détachée des affaires du monde actuel. Elles peuvent même parfois sembler très théoriques et sans rapport avec la réalité. C'est en partant de ce constat que ce livre a été écrit. Son intention est de rapprocher ces informations sur le réel qui nous arrivent de toute part avec le savoir théorique abstrait. Partant de là, il peut intéresser tous ceux qui souhaitent mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent, monde dont on a vu qu'il avait une forte composante économique. Il est plus précisément destiné à des lycéens, des étudiants des premières années de faculté, en économie en particulier, ou encore des étudiants de BTS et d'IUT... enfin à tous ceux qui souhaitent se forger une certaine culture économique. Pas par des cours arides, mais en traitant de sujets dont ils entendent parler autour d'eux. Le temps des apprentissages plus fondamentaux, des connaissances plus exhaustives, bref de la plongée dans la théorie économique, ce temps viendra plus tard au cours des études. Mais avant d'y arriver et d'y trouver de l'intérêt, nous vous proposons de suivre un cheminement qui permette de « comprendre l'économie » à travers des « questions économiques contemporaines ».

Ce cheminement s'entreprind à partir d'abord d'un thème bien réel, d'un problème que nous abordons au travers d'un questionnement. C'est là une démarche totalement scientifique, comme le confirment les propos d'un maître en la matière,

Gaston Bachelard. Ce philosophe a écrit, en 1938, dans *La Formation de l'esprit scientifique* que « toute connaissance est une réponse à une question ». Voilà pourquoi nous ne vous proposons pas des chapitres mais des « questions à décrypter ». Nous avons choisi d'en traiter six, un nombre restreint par rapport à l'infinité de questions que l'on peut se poser sur les phénomènes économiques. Mais il ne s'agit évidemment pas de faire une encyclopédie. Il s'agit plutôt de montrer, à travers les thèmes traités, les exigences de savoirs et de méthodes à maîtriser afin d'aborder l'économie selon une démarche scientifique. Notre ambition est autant d'apporter des connaissances factuelles et théoriques sur ces six thèmes que de faire prendre conscience de la nécessité d'un apprentissage préalable afin de satisfaire sa curiosité sur tout autre sujet économique. C'est pourquoi nous avons abordé chacune des « questions » en suivant un découpage similaire de façon à bien faire ressortir la démarche adoptée.

1. **L'actualité de la question** : Dans cette partie est initié le questionnement, rattaché à des faits récents qui ont dû attirer l'attention du plus grand nombre. C'est en partant de ces informations ponctuelles qui nous arrivent par différents canaux, ceux de l'expérience personnelle ou des médias, que l'on prend conscience de l'existence d'un « problème ». Comme le philosophe qui observe l'angle que fait le bâton à moitié plongé dans l'eau. Mais, contrairement à lui, nous ne sommes pas sollicités par nos sens.
2. **Les outils de connaissance** : Les phénomènes économiques ne se voient effectivement pas avec les yeux, mais avec des catégories, des classifications, des statistiques, des indicateurs... Et le préalable indispensable à la compréhension est de savoir utiliser ces instruments pour « lire » les informations. Et aussi d'avoir conscience que ces lunettes dont il faut apprendre à se servir nous donnent à voir une certaine réalité. C'est en ayant été initié à cette observation et à ses limites que l'on peut commencer à entrer dans les faits ainsi « construits ».
3. **Les faits à analyser** : Cette partie est le cœur de la démarche en recensant, en organisant, en hiérarchisant et en expliquant, évidemment, les faits relatifs au problème traité. On parle souvent des « faits stylisés » pour évoquer une telle description. La science est toujours nécessairement abstraite dans le sens où elle « abstrait » – au sens d'exclure – certaines dimensions du phénomène en sélectionnant celles qui sont pertinentes. C'est ainsi qu'on stylise, qu'on réduit, le phénomène à un ensemble de constats dont la limitation est justifiée par l'analyse retenue. Bref, dans cette partie, il s'agit d'apporter une réponse à la problématique posée à travers des faits, filtrés par les outils d'observation et également par les théories qui sont en arrière-fond, au questionnement de départ.

4. **Les arguments des économistes** : Ces théories qui justifient la présentation des faits sont explicitées dans ce point. Nous avons parlé à de nombreuses reprises du souci d'être scientifique dans la démarche adoptée et les propos tenus. Toutefois, ce qui est particulier en économie est la coexistence de plusieurs discours scientifiques qui ne sont pas forcément conciliables. Les économistes ne sont pas tous d'accord entre eux et on doit pouvoir saisir les enjeux de ces différences de conceptualisation. S'il n'y a pas une vérité en économie, ce n'est pas pour autant que les économistes sont des fantaisistes. C'est qu'ils n'utilisent pas les mêmes « lunettes » pour observer ce qui se passe ou, tout au moins, qu'ils ne donnent pas la même interprétation de l'image qui se forme.
5. **Le « plus » sur la question** : La cinquième partie agrandit un détail du tableau que l'on a dépeint dans les parties précédentes et constitue une sorte d'application des explications apportées auparavant à un niveau plus élevé de généralité.
6. **Pour aller plus loin** : Le dernier point est constitué par une bibliographie et une sitographie sélectives et commentées. Si nous réussissons à éveiller la curiosité évoquée, nous donnons aussi les moyens de la satisfaire...

C'est ainsi que nous concevons ce livre, en ayant bien conscience qu'il ne clôt pas définitivement les interrogations qu'il soulève. Mais il doit allumer une étincelle, celle de la curiosité pour l'économie. Pour ce faire, nous avons choisi de traiter et de proposer une articulation de thématiques économiques particulièrement significatives à nos yeux qui, précisons-le, portent essentiellement sur le cas de la France.

Ainsi, la première question à décrypter porte sur le processus de création de richesses. En effet, comme l'économie se propose d'étudier scientifiquement la gestion des ressources d'une société dans un contexte de rareté, il convient de détailler comment les individus d'une société s'organisent pour y faire face. Cette rareté provient des besoins exprimés au sein de cette société qui doivent être satisfaits par la consommation de biens et services préalablement produits. La production de richesses économiques est donc au cœur du fonctionnement des sociétés. C'est particulièrement le cas pour nos sociétés capitalistes actuelles, qui reposent sur la création incessante de nouveaux besoins, et par symétrie sur la nécessité d'accroître le volume des richesses produites. Cette activité fait référence au processus clé de la croissance économique qui participe aux transformations de long terme des sociétés, tout comme elle conditionne en partie le niveau de vie de court terme des individus.

Cela explique pourquoi la recherche de la croissance économique est devenue centrale dans nos sociétés, voire même parfois obsessionnelle, à tel point que l'on a l'impression de ne pouvoir vivre sans elle. D'où les interrogations récurrentes sur nos capacités à susciter la croissance économique grâce à une meilleure compétitivité. Ce questionnement est fortement ancré en particulier en France, pays présenté

comme déclinant dans la compétition mondiale, faute notamment d'une industrie suffisamment compétitive. Nous insistons en conséquence dans la question à décrypter n° 2 sur la part de la réalité et celle du mythe dans le supposé déclin industriel français tant annoncé dans les médias. Nous resituons plus largement ce supposé déclin dans les grandes tendances d'évolution des activités productives qui renvoient à des phénomènes économiques et sociaux structurels. Il est en effet indispensable de comprendre, en lien avec le contenu développé dans la première question, que les activités productives changent au cours du temps, participant au renouvellement des sources de la croissance économique.

Mais ce renouvellement ne se fait pas sans mal ni sans tensions, et a fortiori si le déclin est avéré. En d'autres termes, pour reprendre notre exemple de l'industrie, son déclin supposé inquiète car il s'accompagne pour beaucoup de pertes massives et durables d'emplois. Or si nos sociétés ne sont plus à même de parvenir à créer des richesses et des emplois qui en découlent grâce à des industries compétitives, sommes-nous condamnés à connaître éternellement le phénomène du chômage de masse ? Encore une fois, cette question occupe le devant de la scène médiatique et interpelle les économistes, puisque la France connaît depuis les années 1980 un taux de chômage important et persistant. Les nombreuses suppressions d'emplois enregistrées avec la crise de 2007 ne font que renforcer cette impression. Le chômage est d'ailleurs parfois présenté dans le cas français comme une fatalité, comme l'illustre la phrase célèbre de François Mitterrand affirmant que, « face au chômage, on a tout essayé ». Ces déséquilibres persistants sur le marché du travail, tels que les reflète le phénomène du chômage, sont abordés dans la question à décrypter n° 3. Ils sont à mettre en lien avec la problématique des inégalités traitée dans la question suivante.

Effectivement, tous les individus ne sont pas touchés par ces phénomènes, ou ne le sont pas au même degré. Cela signifie plus largement que la répartition des richesses créées dans une société n'est pas égalitaire, les individus n'ayant pas les mêmes probabilités d'accéder aux ressources. Il existe de ce fait une multitude d'inégalités – de revenus, de patrimoine, de réussite scolaire, etc. – liées à différents critères – d'âge, de genre, d'origine sociale, etc. Ces inégalités peuvent être indépendantes ou au contraire reliées entre elles, et dans ce cas elles sont susceptibles d'être cumulatives et de renforcer les écarts initiaux. On le voit, aborder les questions économiques implique de parvenir à rendre compte des inégalités. La question à décrypter n° 4, qui vise à répondre à cet objectif, insiste dans cette perspective fortement sur la compréhension et la maîtrise des outils que l'économiste a à sa disposition pour y parvenir.

Parler d'inégalités aboutit logiquement à s'intéresser à leur traitement, et donc à aborder les questions suivantes : doit-on les réduire, jusqu'à quel degré et comment peut-on le faire ? Celles-ci renvoient à des actions d'ampleur qui s'inscrivent dans une visée de satisfaction de l'intérêt général. Autrement dit, c'est l'intervention de l'État qui est en jeu ici, puisqu'il est garant des choix collectifs sur un

territoire et pour une population donnés. Or, à l'image de la problématique de la situation de l'industrie dans la compétition internationale, l'État semble aujourd'hui en crise dans le contexte de mondialisation exacerbée. Il aurait perdu notamment toute marge de manœuvre en matière de politiques économiques et sociales, ce qui s'apparente à une réduction de son pouvoir effectif. À l'inverse, d'autres entités comme les firmes transnationales sont présentées comme disposant des capacités pour être des acteurs majeurs de la mondialisation, et orienter ce processus en fonction de leurs seuls intérêts, contraires parfois à ceux de la population des États. Par conséquent, qui détient les pouvoirs dans l'économie mondiale ? Nous cherchons à répondre à cette interrogation fondamentale dans la question à décrypter n° 5, essentiellement à travers le prisme du positionnement des États dans la mondialisation.

Nous montrons par exemple que, face à des enjeux globaux, les États qui font le pari d'une intégration mondiale réussie ne peuvent agir seuls, et doivent au minimum se concerter, au plus viser une intégration économique et politique plus grande (comme pour l'Union européenne). Les problèmes environnementaux sont l'illustration même de ces nouveaux défis auxquels les États devront se confronter. Ils montrent également les limites des fondements économiques et sociaux de nos sociétés actuelles, basées comme nous l'avons expliqué dans les questions précédentes sur la création et l'accumulation de richesses. Dans un monde fini physiquement, peut-on espérer produire toujours plus de façon infinie, sans mettre en danger notre planète ? C'est la dernière question de cet ouvrage, qui tente d'y répondre sous l'angle du concept clé aujourd'hui de développement durable, qui incarne à la fois les limites et les perspectives de dépassement possible de la croissance économique.

Nous espérons donc que le traitement de ces six questions à décrypter vous amènera à mieux comprendre les phénomènes économiques, et qu'il suscitera chez vous une réelle envie d'aller plus loin dans la connaissance.

Les auteurs

QUESTION À DÉCRYPTER N°

1

QU'EST-CE QUE LA CRÉATION DE RICHESSES ? LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE LONG TERME

SOMMAIRE

1.1	L'actualité de la question : la croissance économique, une obsession des politiques économiques	3
1.2	Les outils de connaissance	4
1.3	Les faits à analyser : une croissance quasi ininterrompue sur le long terme, mais qui tend à s'essouffler	16
1.4	Les arguments des économistes : les théories de la croissance	22
1.5	Le plus sur la question : décroître pour survivre ?	27

1.1 L'ACTUALITÉ DE LA QUESTION : LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, UNE OBSESSION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Le verdict est tombé. Selon l'Insee, la croissance du Produit Intérieur Brut de la France aura été de 1,1 % en 2016, soit en léger repli par rapport à 2015 (1,2 %). Ces chiffres susciteront de la déception et de l'inquiétude pour certains. Au cours de l'année 2016, l'Insee avait à deux reprises révisé à la baisse ses prévisions et misait plutôt sur une stagnation par rapport à 2015. Le gouvernement tablait quant à lui sur 1,4 %.

Pour les plus pessimistes, ces chiffres traduisent ainsi les difficultés de l'économie française à sortir des turbulences générées par la crise financière mondiale de 2008. D'autres décideurs économiques et politiques verront au contraire dans ces chiffres des signes encourageants traduisant un renforcement structurel de l'économie française. Pour eux, l'appréciation du taux de croissance de 2016 doit être faite en le comparant à ceux réalisés au cours des années récentes : 0,6 % en 2013 et 0,7 % en 2014. Autrement dit, la trajectoire suivie par l'économie française compterait plus que le taux réalisé à un moment donné.

De manière traditionnelle, la publication des chiffres de l'Insee sur la croissance économique, baromètre des évolutions de la création de richesses, alimente de nombreuses polémiques sur le rôle des politiques publiques et les capacités d'intervention des pouvoirs publics. S'il en est ainsi, c'est sans doute parce que, de manière souvent implicite, la plupart des acteurs économiques et politiques attribuent un rôle fondamental à la croissance économique. Cette dernière est généralement considérée comme la solution miracle à tous les maux économiques contemporains (chômage, déficits et dettes publics, aggravation des inégalités, etc.). Aucune des variables économiques stratégiques de l'économie (revenus, emplois, profits, investissements, etc.) ne semble ainsi échapper à la dictature du taux de croissance...

En 2012, la France était le seul pays à lancer un appel en faveur d'une politique coordonnée de relance de la croissance à l'échelle européenne. Elle avait été cependant rejointe assez rapidement par d'autres pays, au point que la question de la croissance économique occupe maintenant une place centrale dans les discussions européennes au plus haut sommet. La nécessité de compléter le pacte budgétaire déjà signé par un « pacte de croissance » avait recueilli une large adhésion. L'objectif général de ce pacte de croissance était de pallier les effets négatifs des politiques d'austérité. Cette idée avait été confortée par une déclaration du président de la Banque centrale européenne considérant qu'il fallait « remettre la croissance à l'ordre du jour ».

Ce consensus autour de la croissance dépasse les frontières de l'Union européenne. En clôturant leur dernier sommet de mai 2016 au Japon, les dirigeants du G7¹ ont réitéré dans leur déclaration finale leur volonté d'utiliser tous les moyens de

1 Depuis la suspension temporaire de la Russie intervenue en 2014, le G8 est devenu le G7. Il s'agit d'un groupe de discussion réunissant les plus grandes puissances mondiales. Les pays partenaires sont en 2016 : l'Allemagne, le Canada, l'Italie, les États-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni.

la politique économique pour « doper la croissance, la productivité et le potentiel de production... »² La croissance reste une « priorité urgente » pour le G7. Lors du 46^e Forum économique mondial de Davos de janvier 2017, autre grand lieu de rassemblement des décideurs économiques et politiques, les liens entre la croissance et l'évolution des inégalités ont été discutés.

Aux yeux des principaux dirigeants des grands pays industrialisés, mais aussi d'une grande partie de la communauté des économistes, la relance de l'économie mondiale passe donc par la croissance. Ceci étant acquis, les débats portent plutôt sur les moyens de réaliser cette croissance tout en respectant les grands équilibres budgétaires.

Mais suffit-il de relancer la croissance économique pour résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les pays européens ? Le mal n'est-il pas plus profond ? Au moment même où les politiques cherchent à se mettre d'accord sur une relance concertée de la croissance, d'autres voix s'élèvent pour attirer l'attention sur les dangers et les dégâts de la croissance. En témoignent notamment les nombreuses contre-manifestations organisées par les ONG (organisations non gouvernementales) en marge de la Conférence sur le climat de Paris dite « COP 21 » tenue fin 2015. Sans doute ces voix n'occupent-elles pas pour l'instant un espace médiatique suffisamment important susceptible de contrebalancer la position dominante. Mais ces voix discordantes montrent bien toutes les ambiguïtés de la croissance économique.

Le thème de la croissance a toujours suscité et continue de susciter beaucoup d'interrogations. L'évaluation de la croissance s'appuie actuellement principalement sur un indicateur, le PIB. En 2008, le président de la République avait souhaité la mise en place d'une commission de réflexion sur la croissance. Cette demande présidentielle part du constat d'un décalage de plus en plus important entre la perception des citoyens sur le niveau de leur bien-être et l'évolution de la croissance telle qu'elle est mesurée statistiquement.

L'objet de cette partie est donc tout d'abord de préciser ce que recouvre la notion de PIB puis de montrer les difficultés des économistes à comprendre l'essence même du phénomène de la croissance économique. Il vise enfin à situer les principaux débats en cours.

1.2 LES OUTILS DE CONNAISSANCE

1.2.1 *Le PIB, un concept critiqué, mais utile...*

Que ce soit dans le cadre d'une entreprise ou d'une nation, la production de biens et de services est le point de départ de toute l'activité économique. Mesurer la richesse produite par un pays sous toutes ses formes et son évolution dans le temps n'est pas chose aisée. Face à la diversité des biens et des services réalisés, des choix méthodologiques doivent être faits. L'outil de mesure traditionnellement privilégié par les économistes

2 G7 Ise-Shima Leaders' Declaration – G7 Ise Shima Summit, 26 – 27 may 2016, <http://www.mofa.go.jp/files/000160266.pdf>.

est le produit intérieur brut (PIB). Même s'il fait régulièrement l'objet de critiques, cet indicateur continue de servir de base pour l'évaluation des richesses produites et de la croissance économique. Avant de faire l'état des lieux des principales critiques faites à cet indicateur, il est nécessaire tout d'abord de préciser son contenu.

Parmi tous les agrégats³ utilisés par les économistes, le PIB occupe une place particulière. Ce dernier sert à mesurer l'activité économique et à procéder à des comparaisons dans le temps et dans l'espace. La méthode de calcul du PIB est harmonisée au niveau de l'ensemble des pays européens afin de faciliter les comparaisons.

Le PIB est avant tout une évaluation monétaire et marchande des richesses produites. Il existe **trois manières différentes d'évaluer le produit intérieur brut** d'un pays. La première s'appuie sur les **valeurs ajoutées** créées. Calculer le produit intérieur brut en additionnant la valeur monétaire de l'ensemble des biens et services produits au cours d'une année comporte le risque d'une double comptabilisation de la participation de certaines activités. La production de l'activité pâtisserie, par exemple, intègre en partie celles d'autres producteurs qui lui fournissent de la farine, de la levure, des produits laitiers, etc. De ce fait, ajouter les productions des fabricants de pâtisseries, de levure, de produits laitiers, etc., revient, au niveau d'un pays, à comptabiliser plusieurs fois les mêmes valeurs. La juste mesure de la contribution de la branche pâtisserie à la création de richesses au niveau d'un pays consiste donc à déduire de la valeur de sa production la partie correspondant à ses consommations intermédiaires, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services disparaissant dans le processus de production. Si la production d'une valeur de 100 a nécessité l'acquisition de biens et de services auprès de différents fournisseurs pour une valeur de 30, la contribution réelle à la création de richesses n'est que de 70. Par souci de simplification, les comptes nationaux intègrent dans les consommations intermédiaires des activités auxiliaires à la production (services de transport, gardiennage, etc.).

Valeur ajoutée = production – consommations intermédiaires

Le PIB est obtenu en agrégeant les valeurs ajoutées correspondant à l'ensemble des activités économiques d'un pays. Si le principe général apparaît relativement simple et somme toute logique, tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus. L'évaluation de la valeur ajoutée ne pose pas de difficultés particulières dans le cas de la production de biens et services marchands, c'est-à-dire de ceux définis par les économistes comme étant susceptibles de s'échanger sur un marché en contrepartie d'un prix permettant au moins de couvrir leurs coûts de production. Cette production marchande représente environ 80 % de la production globale. Il ne serait pas juste toutefois d'assimiler la création de richesses au niveau d'un pays à cette seule production marchande. Il faut aussi tenir compte de la production non marchande, c'est-à-dire celle correspondant à la production de biens et services fournis gratuitement ou quasi gratuitement par des administrations publiques (santé, Éducation nationale, action sociale, administration

3 Un agrégat est une grandeur synthétisant plusieurs données relatives à l'activité économique d'un pays.

générale) ou privées (associations à but non lucratif). Les services non marchands font l'objet d'une tarification qui ne relève pas de la seule logique du marché. Contrairement à une idée encore répandue, les fonctionnaires travaillant dans le cadre des administrations publiques fournissent un travail et contribuent à la création de richesses nationales tout comme les salariés du privé. Il ne serait pas normal qu'un service par exemple de santé fourni par un cabinet de soins privé fasse l'objet d'une comptabilisation au titre de la production nationale alors que le même service fourni par un hôpital public ne serait pas comptabilisé. La difficulté porte cependant sur le mode d'évaluation de la contribution des services publics. Par convention, l'Insee mesure leur participation à la production nationale par leurs coûts de production, c'est-à-dire leurs traitements et les frais généraux engendrés par leurs activités.

Dans l'évaluation des valeurs ajoutées, la comptabilité nationale prend également en compte une « **production pour emploi final propre** ». Elle concerne les ménages propriétaires de leur logement ou disposant d'un jardin potager. Concernant les logements, les propriétaires immobiliers sont considérés au niveau de la comptabilité nationale comme des producteurs d'un service de logement consommé par eux-mêmes ou par d'autres locataires. Dans le premier cas, leur valeur ajoutée est estimée par un loyer fictif calculé sur la base de celui qu'ils auraient à payer pour un logement équivalent dans le secteur locatif privé. L'Insee utilise le terme de « loyer imputé ». Dans le cas où le logement est occupé par des locataires, la valeur ajoutée prise en compte correspond aux loyers effectifs payés.

Le PIB est évalué « brut » et « au prix du marché ». La première précision signifie que l'usure des équipements nécessaires à la production des biens et services n'est pas déduite dans l'évaluation du PIB. L'acte de production entraîne une consommation de capital fixe qui peut dans une certaine mesure être comparée à celle des consommations intermédiaires. Mais alors que les consommations intermédiaires disparaissent complètement au cours du processus de production, celle du capital fixe correspondant à l'utilisation des machines ou des installations est échelonnée généralement sur plusieurs années. Dans l'évaluation globale du PIB, on ne déduit donc pas la valeur des amortissements⁴ réalisés par les unités de production.

La deuxième précision, relative au « prix du marché », signifie que l'évaluation de la production se fait sur la base du prix final payé par les acquéreurs sur le marché. Or la valeur ajoutée qui sert de base pour l'évaluation du PIB est enregistrée hors taxes par les entreprises. Pour calculer le PIB au prix normal des échanges sur le marché, il convient donc d'intégrer la TVA et différentes taxes pesant sur les produits diminués des subventions reçues.

PIB = VA brutes des sociétés, administrations et ménages + impôts sur les produits nets des subventions

⁴ La production provoque une usure des équipements. Ces derniers peuvent également devenir obsolètes. Une partie de la création de richesses sert en définitive à renouveler ces équipements. L'amortissement désigne l'opération permettant de financer le renouvellement de ces équipements.

Suivant cette base de calcul, le PIB 2015 a été estimé par l'Insee à **2 181,1 milliards d'euros en valeur**. Le tableau 1.1 donne la décomposition de ce PIB à prix courants selon une approche « production ».

TABLEAU 1.1
Approche « production » du PIB 2015 en valeur

	Montant en milliards d'euros
Produit intérieur brut	2 181,1
Valeur ajoutée au prix de base	1 949,8
+ impôts sur les produits	250,1
– subventions sur les produits	– 18,8

Source : Comptes nationaux, base 2010, Insee.

PIB en valeur et PIB en volume

Quelle **différence entre données en valeur et données en volume** ? Le PIB comme d'autres agrégats peuvent être évalués suivant deux modalités différentes. Lorsqu'on raisonne en valeur, les données sur lesquelles on travaille enregistrent à la fois un effet quantité et un effet augmentation des prix, donc l'inflation. Même si les quantités ne bougent pas, on peut donc faire apparaître des augmentations en valeur. L'augmentation du PIB entre deux années peut donc refléter l'impact de l'inflation plutôt que celui d'une réelle augmentation de la quantité physique de biens et services produits. Ceci rend difficile l'établissement de comparaisons sur de longues périodes. Dans la réalité, les deux phénomènes (quantité, prix) exercent conjointement leurs effets. L'évolution en volume (en euros constants ou réels) permet d'éliminer l'effet inflation, en prenant en compte les prix d'une année considérée, par exemple 2000. Les économistes disent alors que les évolutions ont été déflatées avec des milliards d'euros 2000.

Le passage du PIB en valeur (en euros courants ou nominal) au PIB en volume nécessite un calcul. Il s'agit bien de retirer les effets liés à la hausse des prix non pas en soustrayant, mais en divisant le PIB courant par l'indice des prix et en multipliant le résultat par l'indice de base (ici 100 en 2000). On obtient ainsi des euros constants de 2000.

Exemple :

	2007	2008
PIB en milliards d'euros courants	1 894,6	1 950,1
Indice des prix base 100 en 2000	115,7	118,6

$$\text{PIB 2008 en volume} = (1\,950,1/118,6) \times 100 = \mathbf{1\,644,3 \text{ milliards d'euros de 2000}}$$

Dans cette première conception, qui correspond à une optique de production par les acteurs économiques locaux, le PIB est évalué à partir des principaux contributeurs ou secteurs institutionnels tels que les nomme l'Insee. Ce dernier distingue dans la comptabilité nationale six grands secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières (banques, assurances, etc.), administrations publiques, ménages, institutions sans but lucratif au service des

ménages (associations caritatives, syndicats, partis politiques, etc.) et le reste du monde.

La deuxième manière de concevoir et d'évaluer le PIB consiste à prendre en compte les demandes s'exprimant sur le territoire national. Les biens et services nouvellement créés correspondent à des demandes de différentes natures exprimées par des agents économiques locaux et extérieurs. Une grande partie des biens et services produits est destinée à être consommée directement par les ménages ou d'autres agents. La consommation finale des ménages représente plus des deux tiers des dépenses de consommation. Celle des administrations publiques en représente 30 %.

Une autre catégorie de biens correspond à ce que les comptables nationaux appellent la **formation brute de capital fixe** (FBCF). Cette dernière est souvent assimilée à tort à l'investissement productif des entreprises. Les deux notions ne se recouvrent que partiellement. Outre le capital technique et les bâtiments utilisés par les entreprises dans le cadre du processus de production, la FBCF intègre d'autres éléments tels que les équipements collectifs réalisés par les administrations publiques ainsi que les acquisitions de logements par les ménages. À l'inverse, la mesure de la FBCF au niveau de la comptabilité nationale oublie certains types d'investissements immatériels pourtant stratégiques pour les entreprises. Si les dépenses de logiciels sont dorénavant prises en compte, d'autres en sont toujours exclues, telles que les dépenses de recherche et de développement, de marketing, de formation, etc.

Une autre partie de la production peut enfin venir alimenter les **stocks**. À ces demandes, il convient également d'ajouter la partie de la **production exportée** et d'enlever les **importations** puisque le PIB est évalué suivant le critère de la territorialité.

$$\text{PIB} = \text{consommations finales} + \text{FBCF} + \text{solde du commerce extérieur} + \text{variation des stocks}$$

Le tableau 1.2 ci-dessous permet de calculer le PIB 2015 suivant une approche « demande ».

TABLEAU 1.2

Approche « demande » du PIB 2015 en valeur

	Montant en milliards d'euros
Produit intérieur brut	2 181,1
Dépenses de consommation finale	1 723,4
+ formation brute de capital fixe	469,2
+ exportations de biens et de services	654,9
– importations de biens et de services	– 685
Variation des stocks	18,6

Source : Comptes nationaux, base 2010, Insee.

Puisque toutes les richesses créées font l'objet d'une redistribution au sein de l'économie, le PIB peut enfin être obtenu par la somme des revenus perçus par les différents agents économiques. Les trois grandes affectations de ces richesses sont la rémunération des salariés, l'excédent brut d'exploitation (EBE) et les revenus mixtes. L'excédent d'exploitation correspond au revenu des sociétés, tandis que les revenus mixtes concernent ceux perçus par les entrepreneurs individuels pour lesquels la dissociation entre la rémunération de leur travail et celle du capital est impossible. Pour retrouver l'équivalence avec le PIB aux prix du marché, il est nécessaire d'ajouter à ces trois affectations ce qui correspond au revenu de l'État, c'est-à-dire les taxes sur les salaires et la production diminuées des subventions.

PIB = rémunération du travail + EBE et revenus mixtes + impôts sur la production et les importations – subventions

Cette dernière approche du PIB est reprise dans le tableau 1.3 ci-dessous pour l'année 2015.

TABLEAU 1.3
Approche « revenus » du PIB 2015 en valeur

	Montant en milliards d'euros
Produit intérieur brut	2 181,1
Rémunération des salariés	1 136,8
+ excédent brut d'exploitation et revenus mixtes bruts	758
+ impôts sur la production et les importations	349,8
– subventions d'exploitation	– 63,5

Source : Comptes nationaux, base 2010, Insee.

Les critiques sur la mesure de la création de richesses par le PIB sont anciennes. Si son utilité pour évaluer la production marchande n'est pas contestable, cet instrument tend à sous-estimer la participation d'autres pans entiers de l'activité humaine. Il s'avère également inadapté pour caractériser le fonctionnement des économies d'un point de vue qualitatif.

Les principales critiques ont été rappelées par la commission Stiglitz en 2008⁵. Constatant l'écart grandissant entre les statistiques de création de richesses et les difficultés croissantes vécues par les Français, le gouvernement avait constitué

5 La Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social était placée sous l'autorité de MM. J. Stiglitz (président), A. Sen et J.-P. Fitoussi (conseillers).

QUESTION À DÉCRYPTER N°



LE « DÉVELOPPEMENT DURABLE » EST-IL LA SOLUTION ? LES LIMITES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

SOMMAIRE

6.1	Une question d'actualité : Les abeilles et l'avenir de l'humanité	139
6.2	Les outils de connaissance : l'empreinte écologique	140
6.3	Les faits à analyser : Les enjeux d'un développement plus « soutenable »	142
6.4	Les arguments des économistes : La nature dans le calcul économique	156
6.5	Le « plus » sur la question : L'impact de l'essence plus chère	163

6.1 UNE QUESTION D'ACTUALITÉ : LES ABEILLES ET L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Depuis quelques années, c'est l'hécatombe parmi les abeilles. On assiste à la disparition en masse des ruches, dans des proportions telles qu'une réelle inquiétude sur la survie de l'espèce est née dans les années 2000. Les causes ne sont pas entièrement connues, mais il n'y a pas de doute sur le fait que c'est l'action de l'homme qui en est à l'origine par l'utilisation de divers produits chimiques, la culture des OGM, les ondes électromagnétiques des antennes-relais... Un rapport scientifique paru dans la revue *Nature* en novembre 2016 pointe les conséquences prévisibles de ce déclin des pollinisateurs, dont les abeilles, mais aussi les papillons, certains oiseaux, etc., tous menacés : « la sécurité alimentaire et les emplois dans le monde sont en danger », sachant que 90 % des grandes cultures mondiales dépendent de cette action de pollinisation et que 1,4 milliard d'agriculteurs pourraient ainsi se retrouver sans activité. C'est aussi la flore sauvage qui risque d'être atteinte dans sa diversité et des maladies liées à la remise en cause de l'équilibre alimentaire pourraient engendrer 1,4 million de décès supplémentaires par an. Bref, les propos attribués à Einstein selon lesquels, « si les abeilles venaient à disparaître, l'humanité n'en aurait plus que pour quelques années » sont loin d'être farfelus.

Ce « syndrome d'effondrement » dont sont victimes les abeilles révèle bien les liens profonds entre « écologie » et « économie ». La même racine étymologique, *oikos*, signifiant « domaine » en grec, se retrouve dans les deux termes, le domaine concerné étant aujourd'hui à l'échelle de notre planète. Comme l'indique le suffixe *logos*, l'écologie désigne l'étude scientifique du milieu naturel, et par extension une orientation des pratiques contribuant à le préserver. C'est dans ce même milieu naturel que l'homme agit pour subvenir à ses besoins en suivant des règles de bonne gestion, ce qui constitue le champ de l'économie, le suffixe *nomos* désignant les normes. L'activité économique de l'homme n'est pas indépendante, évidemment, du milieu naturel qui lui fournit des ressources et qui recueille ses déchets. Les économistes ont longtemps ignoré cet aspect des choses en se focalisant plutôt sur les façons d'accroître les richesses à la disposition de l'humanité, sans penser aux limites que l'on pourrait rencontrer. C'est seulement depuis quelques décennies qu'on s'est rendu compte que la croissance économique dans ses formes présentes ne pourrait se poursuivre éternellement. L'exemple de la disparition des abeilles montre bien que nos modes de production et de consommation remettent en cause l'avenir de nos économies et de nos sociétés, si ce n'est celui de l'homme, voire de la planète.

De nos jours, les économistes ont intégré à leurs questionnements cette dimension de la « durabilité » de l'économie. Ils ont développé un ensemble d'analyses théoriques qui réconcilient les thèmes chers à leurs yeux, comme ceux de l'amélioration du niveau de vie, de l'efficacité de l'activité productive, de la prospérité des entreprises, de la création d'emplois... avec la préservation du milieu naturel. C'est ce que nous allons voir ici en abordant les questions suivantes. Quelles sont les limites de la croissance économique selon ses formes actuelles ? Que serait un développement durable

et comment y parvenir ? Quels enjeux internationaux pose cette transformation et quelles actions commencent à être menées ? Et d'abord, de quels outils d'observation dispose-t-on pour poser un diagnostic sur la durabilité de notre économie ?

6.2 LES OUTILS DE CONNAISSANCE : L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

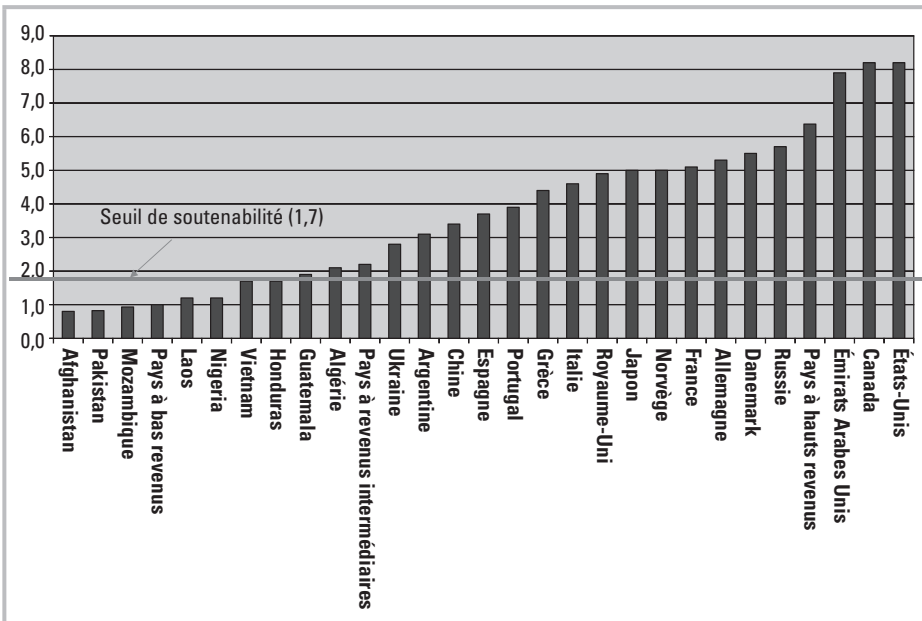
La prise de conscience écologiste s'est accompagnée évidemment d'une réflexion sur les indicateurs qui permettraient de témoigner des atteintes à l'environnement et de l'impossibilité de poursuivre la croissance économique sous les mêmes formes. Ainsi a-t-on vu naître l'idée d'un PIB « vert », qui est calculé à partir du PIB diminué d'un montant des atteintes à l'environnement évalué monétairement. L'information apportée par ces tentatives n'est pas sans intérêt ; elle montre que la production de richesses économiques est relativisée par les coûts qu'elle comporte pour la nature – généralement, autour de 10 % du PIB sont retirés pour obtenir le « PIB vert ». Toutefois, cette façon d'intégrer l'environnement dans la comptabilité nationale ne permet pas d'aborder réellement la « soutenabilité » ou « durabilité » de nos économies. Pour aller dans ce sens, il faut entrer dans une autre comptabilité, qui s'intéresse à la pérennité du « capital naturel » qui doit être transmis en l'état aux générations futures pour souscrire à ces critères.

L'« empreinte écologique », née au début des années 1990 au Canada d'une thèse de M. Wackernagel encadrée par W. Rees, est l'indicateur le plus intéressant dans cette optique. Il repose sur le fait qu'on doit aborder le développement durable en mesurant la pression que l'activité humaine fait peser sur la planète et en rapportant cette pression aux capacités de celle-ci à la supporter. Il y a donc une « demande » de services rendus par le capital naturel – fournir des ressources, de l'énergie, absorber les déchets... – qui est créée par l'activité économique. En face, il y a une « offre » de ces services qui provient des capacités régénératives du capital naturel, capacité à absorber les déchets comme le CO₂, à fournir des ressources agricoles, de l'énergie renouvelable... La durabilité de notre économie est assurée à partir du moment où la demande est inférieure à l'offre et donc où le capital naturel n'est pas entamé. Au contraire, si l'on est dans la situation de « dépassement écologique », les générations à venir ne profiteront pas des mêmes services que nous, du fait d'un capital naturel diminué, ce qui est le cas depuis 1987, d'après les calculs.

Les principes généraux étant posés, il est intéressant de rentrer un peu dans le détail du système comptable de l'empreinte écologique, puisqu'il s'agit bien de comptabilité de la nature. D'un côté, on peut comptabiliser les capacités bioproductives de la Terre à partir de l'énergie fournie par le bois dans les forêts, des terres utilisables pour l'agriculture ou l'élevage, des océans qui absorbent le CO₂... Le problème qui survient est celui de l'addition de quantités ayant des unités de mesure très diverses. Tout est alors ramené à une surface de la Terre, puisqu'on peut mesurer l'étendue aussi bien des forêts que des pâturages ou des océans... Pour avoir la surface disponible sur la planète, il faut tenir compte des différences de services rendus selon les terrains et

tout ramener à une unité de mesure standardisée, l’« hectare global », noté hag, surface fictive de terre comprenant son sous-sol et l’atmosphère qui la surplombe. Pour donner un exemple, on considère qu’un hectare d’océan correspond à 0,36 de cette unité, contre 2,21 pour un champ cultivé, ce dernier procurant donc beaucoup plus de ressources. Au total, sur la Terre, on a calculé en 2012 que l’homme pouvait compter sur 12,2 milliards d’hag, sachant que ce résultat peut varier, faiblement en plus, par exemple avec le défrichage, ou en moins, par exemple avec la désertification.

En face de cette offre, on calcule la demande à partir de la quantité des services rendus par la nature utilisés par l’activité économique, ce qui mesure l’empreinte écologique ; ce peut être les poissons pêchés, le bois utilisé pour le papier, les surfaces de sols occupées par les routes, les récoltes... Ce qui en constitue toutefois la plus grande part, la moitié environ, est l’empreinte carbone, c’est-à-dire l’impact sur l’environnement de la combustion des énergies fossiles, charbon et pétrole en tête. Le raisonnement est que l’on doit calculer la surface de forêts, d’océans... nécessaires pour absorber ce CO₂. Toutes ces quantités sont aussi ramenées à cette unité standard, l’hag, qui constitue donc l’unité de l’empreinte écologique. Le calcul pour l’année 2012 indique une empreinte écologique de 20,1 milliards d’hag, supérieure donc de 65 % à la capacité bi productive à cette époque. Cela signifie simplement qu’il faudrait



Source : National Footprint Accounts 2016 Edition

FIGURE 6.1
Empreinte écologique par habitant en 2012

1,65 Terre pour que l’empreinte écologique soit égale aux capacités bioproductives. Au bout du compte, nous vivons bien au-dessus des moyens de la Terre et donc à crédit des générations futures, auxquelles nous léguons un capital naturel amputé de ce que nous consommons au-delà de la capacité bioproductive de la planète.

Les données de la figure 6.1 permettent de voir comment se situent différents pays vis-à-vis de l’empreinte écologique. La relation avec le niveau de développement est flagrante. Le seuil de 1,7 hag par habitant est significatif, car il constitue la limite au-dessus de laquelle on dépasse les capacités bioproductives. On voit de ce point de vue les inégalités entre un Américain et un Afghan, le premier ayant une empreinte 10 fois plus forte que le second. Cela permet aussi de dire qu’il faudrait environ 5 planètes si tous les habitants de la Terre passaient au mode de vie américain !

Il y a certes des limites à ce calcul de l’empreinte écologique, comme le fait de ne pas intégrer les ressources naturelles non renouvelables autres que le pétrole ou le charbon. Mais il est très adapté à ce que cet indicateur veut mesurer, à savoir la « soutenabilité » de notre économie. Sa présentation synthétique, en un seul chiffre, devrait en faire l’équivalent pour le développement durable de ce qu’est le PIB pour la mesure de la croissance.

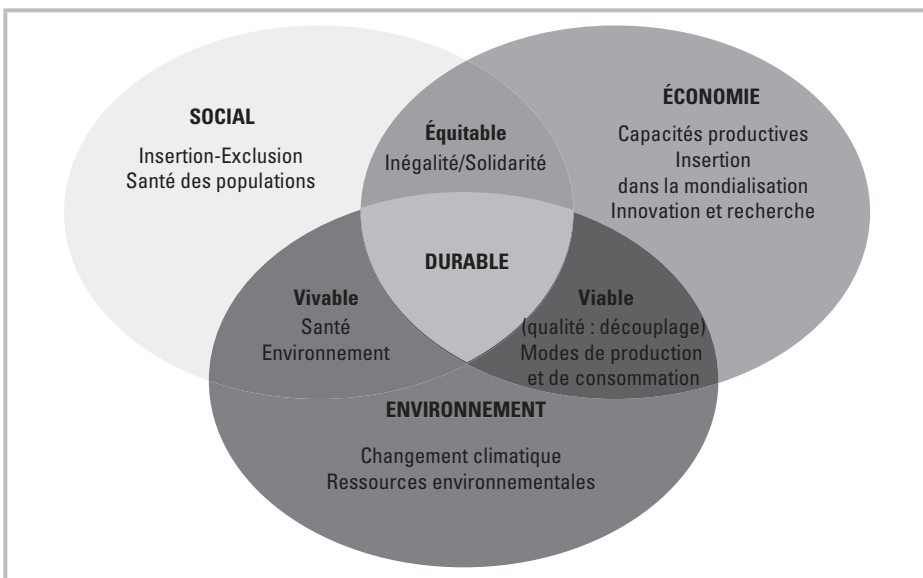
6.3 LES FAITS À ANALYSER : LES ENJEUX D’UN DÉVELOPPEMENT PLUS « SOUTENABLE »

6.3.1 Une lente prise de conscience

Les économistes ont été longtemps de grands optimistes en s’intéressant, depuis Adam Smith et sa *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), avant tout aux facteurs d’une prospérité qu’ils voyaient sans limites. Certes, il y a eu les pessimistes tels que les Anglais Ricardo et Malthus qui s’accordaient, au début du XIX^e siècle, sur le fait que l’économie et la population ne pouvaient aller au-delà d’un certain niveau. Il a fallu cependant attendre un siècle et demi, suite à ces premiers avertissements, pour que l’on redécouvre les « limites de la croissance ». C’est le titre, en anglais, d’un célèbre rapport dit du « Club de Rome », ou rapport Meadows, du nom des deux économistes du MIT, mari et femme, qui en ont dirigé la rédaction. Ce signal d’alarme a été tiré en 1972 alors que l’on venait de vivre la période de croissance économique la plus rapide de notre histoire, les fameuses Trente Glorieuses, et que l’on allait découvrir dès 1973 que le pétrole, ressource naturelle essentielle pour l’activité économique, n’était pas inépuisable. Ces travaux de prospective ont ceci de marquant qu’ils bâtissaient différents scénarios testant des hypothèses optimistes concernant la démographie, la pollution, la disponibilité des ressources naturelles... avec pourtant, à chaque fois, la démonstration que la croissance continue de l’économie était impossible. C’est ce que l’économiste américain Kenneth Boulding a résumé en disant que « celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ».

Paradoxalement, le message du Club de Rome a été occulté par l'entrée dans la crise suite aux chocs pétroliers, alors que ceux-ci venaient pourtant en souligner la pertinence. Mais la préoccupation était alors de relancer la croissance économique plutôt que d'en voir les limites, et il a fallu attendre encore près de quinze ans pour que survienne un autre moment clé de la prise de conscience de notre dépendance – vis-à-vis d'une planète qui n'est pas infinie. Ce moment clé a été celui de la parution d'un autre rapport, dit « Brundtland », du nom de l'ancien Premier ministre de Norvège qui a dirigé cette réflexion menée dans le cadre de l'ONU. On a retenu essentiellement de ce rapport la définition du développement durable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Ce qui apparaît à travers cette définition, c'est la préoccupation de l'avenir qui doit guider les pratiques économiques en instaurant une solidarité entre les générations. C'est ce qu'un proverbe amérindien exprime de façon imagée en disant qu'« on n'hérite pas la Terre de nos ancêtres, mais on l'emprunte à nos enfants ». L'empreinte écologique (voir « 6.2. Les outils de connaissance ») est bien basée sur cette vision.

L'adjectif « durable » est une traduction du terme anglais initial « *sustainable* », qui correspond, lui, à « soutenable » en français. On peut les considérer comme des quasi synonymes, même si la « durabilité », en insistant sur la notion de



Source : Ministère de l'Économie et du Développement durable, Commissariat général du plan.

FIGURE 6.2
Les trois piliers du développement durable

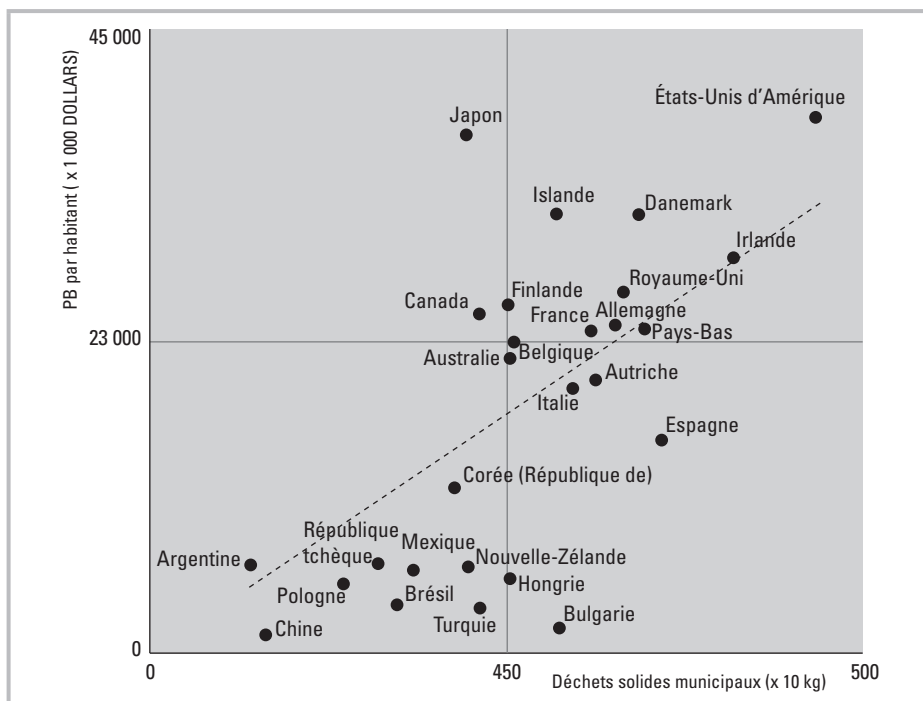
durée, perd un peu de la richesse du sens de « soutenabilité ». L'adjectif « soutenable » a d'ailleurs été réutilisé pour qualifier d'autres phénomènes que le développement, et on parle aujourd'hui de « dette soutenable », de « travail soutenable »... En particulier, « durable » est plus en lien avec la préservation de l'environnement, alors que le rapport Brundtland a fait ressortir trois « piliers » constitutifs du développement durable, comme l'illustre la figure 6.2.

Les intersections font ressortir la dimension de choix global de société que comporte le terme de « développement », qu'il porte le nom de « durable » ou de « soutenable ». On voit par exemple qu'à l'intersection du « social » et de l'« économie » se trouve l'objectif d'équité, qui peut se décliner en équité inter- et intragénérationnelle. Dans le premier sens, c'est le fait de placer dans les mêmes conditions les générations futures et les générations actuelles ; dans le second sens, il s'agit de permettre à tous les peuples d'accéder à un même confort de vie. Autrement dit, l'objectif de « durabilité » doit se combiner avec celui de « développement », ce qui n'est pas sans difficulté, comme nous le verrons. L'approche a été encore enrichie en 2001 au moyen d'un quatrième pilier promu par l'UNESCO, qui concerne la « culture » et qui vise à intégrer dans le développement durable des objectifs de respect de la diversité des cultures mondiales. La réflexion est loin d'être close, car un autre pilier, celui de la « gouvernance », est parfois encore évoqué pour y intégrer la dimension démocratique de l'exercice des pouvoirs.

Si aujourd'hui le développement durable se conçoit comme un projet plus ou moins radical de changement économique, social, voire politique, c'est d'abord le respect de l'environnement qui reste son cœur.

6.3.2 *Des modes de production et de consommation « insoutenables »*

La question environnementale a été à l'origine de la prise de conscience du fait que nous ne pouvons poursuivre notre développement selon les mêmes formes, surtout si ce développement s'étend à l'ensemble de la planète. Les signaux d'alarme ont d'abord été tirés par les écologistes, qui ont pointé les atteintes irrémédiables à l'environnement provoquées par notre économie, sous toutes ses dimensions. Les voitures polluent et détruisent des ressources naturelles lorsqu'on les fabrique et les achemine sur leurs points de vente, quand on les utilise ou qu'on les fait réparer... Ce sont donc nos modes de production, d'échange et de consommation dans leur ensemble qui doivent être repensés quant à leurs effets « insoutenables » sur la nature. La figure 6.3 montre bien la corrélation – dont la présence est schématisée par la droite en pointillés – entre le PIB par habitant et la pression que subit l'environnement, vue ici à travers la quantité de déchets par habitant.



Source : PNUE (2011) : « Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté ».

Lecture : Le PIB par habitant aux États-Unis est d'environ 39 000 \$, et chaque habitant rejette annuellement 8 400 kg de déchets solides, alors qu'en Chine, pour un PIB par habitant de 2 000 \$ environ, les rejets sont de 1 500 kg par an.

FIGURE 6.3
Niveau de vie et déchets ménagers solides

Dans un rapport publié en 2012, l'OCDE¹¹ a tracé des « perspectives de l'environnement à l'horizon 2050 » (voir « Pour aller plus loin ») qui montrent bien les enjeux du futur. Si les périls sont si grands dans les décennies à venir, c'est du fait des évolutions démographiques et économiques prévisibles. D'une part, ce sont 2 milliards d'êtres humains qui vont s'ajouter à la population mondiale d'ici 2050, une population qui va aussi vieillir et s'urbaniser, autant de facteurs aggravants pour l'environnement. D'autre part, une multiplication par quatre de la production mondiale est prévue sur la même période, du fait en particulier du décollage des pays émergents¹². Ainsi, les atteintes à l'environnement par les prélèvements sur les res-

11 L'Organisation de coopération et de développement économiques rassemble une trentaine des pays les plus riches de la planète. Ses études dans divers domaines sont publiées dans des rapports intitulés « Perspectives de l'OCDE ».

12 Ce sont les nouvelles puissances mondiales qui « émergent » du sous-développement, parmi lesquelles on compte principalement les Briics (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et South Africa ou Afrique du Sud).

TABLE DES MATIÈRES

Préface	V
Remerciements	IX
Introduction	XI

QUESTION À DÉCRYPTER N° 1

Qu'est-ce que la création de richesses ?	1
1.1 L'actualité de la question : la croissance économique, une obsession des politiques économiques	3
1.2 Les outils de connaissance	4
1.2.1 <i>Le PIB, un concept critiqué, mais utile...</i>	4
1.2.2 <i>De la création de richesses à la croissance et au développement</i>	12
1.3 Les faits à analyser : une croissance quasi ininterrompue sur le long terme, mais qui tend à s'essouffler	16
1.3.1 <i>Des Trente Glorieuses à la croissance chaotique</i>	16
1.3.2 <i>Une croissance de nature différente</i>	20
1.3.3 <i>Les années récentes : l'ère de la croissance molle</i>	21
1.4 Les arguments des économistes : les théories de la croissance	22
1.4.1 <i>Une vision pessimiste de la croissance chez les précurseurs de la pensée économique</i> . . .	23
1.4.2 <i>La croissance expliquée par l'innovation</i>	24
1.4.3 <i>La productivité globale des facteurs source de croissance</i>	25
1.5 Le plus sur la question : décroître pour survivre ?	27
1.5.1 <i>La croissance économique en question</i>	27
1.5.2 <i>La croissance, une illusion d'optique</i>	28
Pour aller plus loin	28

QUESTION À DÉCRYPTER N° 2

La France va-t-elle perdre son industrie ?	31
2.1 L'actualité de la question : le symbole des hauts-fourneaux . . .	33
2.2 Les outils de connaissance : la nomenclature des activités. . .	34

2.3	Les faits à analyser : le spectre de la désindustrialisation	36
2.3.1	<i>Les économies développées sont des économies « postindustrielles »</i>	36
2.3.2	<i>Les mutations sectorielles sont aussi des mutations sociales</i>	38
2.3.3	<i>La désindustrialisation est une réelle menace, à nuancer cependant</i>	40
2.3.4	<i>La France manque d'atouts productifs plutôt que d'industries</i>	43
2.3.5	<i>La classification en trois secteurs n'est plus du tout adaptée aujourd'hui.</i>	46
2.4	Les arguments des économistes : la « loi des trois secteurs »	48
2.4.1	<i>Les lois d'Engel résument les grandes tendances de transformation de la consommation.</i>	49
2.4.2	<i>Les gains de productivité sont un facteur puissant d'évolution des activités</i>	51
2.4.3	<i>La combinaison de ces deux facteurs explique en grande partie la « loi des trois secteurs »</i>	52
2.5	Le « plus » sur la question : les leçons de l'iPod	54
	Pour aller plus loin	57

QUESTION À DÉCRYPTER N° 3

	Comment peut-on expliquer le chômage de masse ?	59
3.1	Le chômage, un sujet qui divise et inquiète	61
3.2	Les outils de connaissance : les indicateurs du chômage	62
3.2.1	<i>Une double mesure du chômage</i>	62
3.2.2	<i>Le taux de chômage et ses ambiguïtés.</i>	64
3.3	Les faits à analyser : le chômage, un phénomène structurel fortement inégalitaire	69
3.3.1	<i>La persistance du chômage en France</i>	69
3.3.2	<i>Le chômage, un phénomène fortement inégalitaire.</i>	71
3.4	Les discours des économistes : les théories explicatives du chômage	76
3.4.1	<i>Les fondements théoriques</i>	76
3.4.2	<i>Le bonheur des uns fait le chômage des autres</i>	78
3.4.3	<i>Le chômage comme résultat des imperfections du marché</i>	79
3.5	Le plus sur la question : les tensions sur le marché du travail	82
	Pour aller plus loin	84

QUESTION À DÉCRYPTER N° 4

	Comment peut-on rendre compte des inégalités ?	87
4.1	L'actualité de la question : nos sociétés sont marquées par de nombreuses inégalités	89

4.1.1	<i>Les inégalités de salaire</i>	89
4.1.2	<i>Les inégalités de patrimoine</i>	90
4.2	Les outils de connaissance	92
4.2.1	<i>Définitions</i>	92
4.2.2	<i>Les déciles</i>	92
4.2.3	<i>Les principaux calculs effectués à partir des déciles</i>	94
4.2.4	<i>Le coefficient de Gini</i>	95
4.2.5	<i>La courbe de Lorenz</i>	95
4.3	Les faits à analyser : des inégalités pluridimensionnelles, persistantes et en perpétuelle recomposition	97
4.3.1	<i>L'évolution à long terme des inégalités</i>	97
4.3.2	<i>L'évolution des inégalités en chiffres</i>	98
4.4	Les arguments des économistes : les inégalités et la croissance économique	106
4.4.1	<i>Les inégalités comme moteur de la croissance et de la dynamique des sociétés</i>	106
4.4.2	<i>La réduction des inégalités de revenu comme moteur de la croissance</i>	107
4.4.3	<i>Les inégalités de salaire hommes-femmes et la croissance économique</i>	109
4.4.4	<i>Les inégalités de PIB entre pays développés et pays en développement</i>	110
4.5	Le plus sur la question : inégalités et justice sociale	110
	Pour aller plus loin	112

QUESTION À DÉCRYPTER N° 5

	Qui détient les pouvoirs dans l'économie mondiale ?	113
5.1	L'actualité de la question : des États dépassés et victimes de la mondialisation ?	115
5.2	Les outils de connaissance	116
5.2.1	<i>Définitions</i>	116
5.2.2	<i>Quelques calculs et chiffres</i>	117
5.3	Les faits à analyser : des marges de manœuvre toujours présentes dans la mondialisation, mais exercées différemment selon les acteurs	119
5.4	Les arguments des économistes : la mondialisation est-elle une opportunité ou une contrainte ? pour les États ?	126
5.4.1	<i>Les firmes transnationales, grandes gagnantes de la mondialisation</i>	127
5.4.2	<i>La mondialisation est-elle coupable ?</i>	127
5.4.3	<i>Quelle marge de manœuvre des États dans la mondialisation ?</i>	128
5.4.4	<i>Faut-il privilégier le protectionnisme ?</i>	130

5.4.5	<i>L'union fait-elle la force ? États et supranationalité</i>	131
5.4.6	<i>Le triangle d'incompatibilité de Rodrik</i>	132
5.5	Le plus sur la question : les choix de localisation des firmes transnationales et l'emploi en France	133
	Pour aller plus loin	134

QUESTION À DÉCRYPTER N° 6

	Le « développement durable » est-il la solution ?	137
6.1	Une question d'actualité : les abeilles et l'avenir de l'humanité	139
6.2	Les outils de connaissance : l'empreinte écologique	140
6.3	Les faits à analyser : les enjeux d'un développement plus « soutenable »	142
6.3.1	<i>Une lente prise de conscience</i>	142
6.3.2	<i>Des modes de production et de consommation « insoutenables »</i>	144
6.3.3	<i>Des problèmes à traiter à l'échelle de la planète</i>	148
6.3.4	<i>Le « verdissement » de l'économie française</i>	150
6.3.5	<i>Les ambiguïtés du « développement durable »</i>	153
6.4	Les arguments des économistes : la nature dans le calcul économique	156
6.4.1	<i>La pollution considérée comme une « externalité »</i>	156
6.4.2	<i>Les moyens d'internaliser le coût des externalités</i>	159
6.4.3	<i>Une question de droits de propriété</i>	161
6.5	Le « plus » sur la question : l'impact de l'essence plus chère	163
	Pour aller plus loin	166
	Table des matières	167

Ouvertures Économiques

Série LMD

Cette série, déclinaison de la réputée collection **Ouvertures économiques**, offre à l'étudiant en économie et en gestion des manuels pratiques, directement en phase avec le cursus universitaire, qu'ils soient de niveaux Licence (Baccalauréat), Master ou Doctorat. Ces manuels ont été conçus dans un esprit tout à la fois synthétique et pédagogique.

Abdelmalki Lahsen, Sandretto René, *Le commerce international. Analyses, institutions et politiques des États.*

Abdelmalki Lahsen, Sandretto René, *Politiques commerciales des grandes puissances. La tentation néoprotectionniste.*

Barbier-Gauchard Amélie, *Intégration budgétaire européenne.*

Enjeux et perspectives pour les finances publiques européennes.

Beffy Pierre-Olivier, *Initiation à l'économie.*

Compléments en ligne : QCM-exercices.

Brillet Jean-Louis, Cette Gilbert, Gambini Ian, Lagoarde-Segot Thomas, *Politiques macroéconomiques. Un outil d'évaluation : MacSim2.*

Burgenmeier Beat, *Politiques économiques du développement durable.*

Caulier Jean-François, *Fondements mathématiques pour l'économie et la gestion.*

Cayatte Jean-Louis, *Microéconomie de l'incertitude.*

Dumas André, *Économie mondiale. Les règles du jeu commercial, monétaire et financier.*

Eber Nicolas, *Introduction à la microéconomie moderne. Une approche expérimentale.*

Faucheux S., Hue C., Nicolaï I., *T.I.C. et développement durable. Les conditions du succès.*

Goutte Stéphane, *Mathématiques financières. Théorie, exercices et simulations numériques.*

Lupton S., *Économie des déchets. Une approche institutionnaliste.*

Mussard Stéphane, Seyte Françoise, *Inférence statistique et probabilités.*

Poudon Jean-Christophe, Thomas Lionel, *Optimisation pour l'analyse économique et les sciences de gestion.*

Schwengler Bernard, *Les règles budgétaires. Un frein à l'endettement ?*

Tazdaït Tarik, *L'analyse économique de la confiance.*

Terraza Virginie, Toque Carole, *Analyse statistique pour la gestion bancaire et financière. Applications avec R.*

+ Enseignement à distance

Initiée par des collègues de la Faculté d'Economie de Grenoble, la série « + EAD » répond notamment aux besoins de l'Enseignement A Distance en proposant des manuels accessibles et de référence qui accompagnent l'étudiant qui suit une formation aux rythmes aménagés.

Berthaud Pierre, *Introduction à l'économie internationale. Le commerce et l'investissement*, 2^e édition.

Boidin Bruno, Diemer Arnaud, Figuière Catherine, *Économie politique du développement durable*.

Carrière Rigard-Cerison Sophie, Janin Rémin, *Reporting comptable et financier des sociétés. Comprendre, interpréter et analyser l'information*.

Charmettant H., Sébastien G., Vallet G., *Comprendre l'économie. Questions économiques contemporaines*, 2^e édition.

Rocca Michel, *Conduire un projet. Acteurs et méthodes du changement organisationnel*.

Szpiro Daniel, *Économie monétaire et financière*.

Roxana Bobulescu, Faruk Ülgen. *Organisation industrielle*.

Dynamique des marchés et stratégies des firmes

Saisir les enjeux posés à la société par les grandes questions économiques de la décennie

Ce **manuel d'initiation à l'économie** traite **6 questions clés**, à "décrypter" : Qu'est-ce que la création de richesses ? La France va-t-elle perdre son industrie ? Comment peut-on expliquer le « chômage de masse » ? Comment peut-on rendre compte des inégalités ? Qui détient les pouvoirs dans l'économie mondiale ? Le développement durable est-il la solution ? Ces questions font écho aux **débats sur l'économie dans la société** et tout citoyen peut ainsi être intéressé.

L'ouvrage vient en **appui d'apprentissage** pour des publics débutant dans la matière, avec un souci constant de pédagogie par une décomposition analytique des thèmes traités.

Pour chaque question, le modèle d'exposé de la question à décrypter est le même :

- ▶ une entrée par **l'actualité de la question**, en montrant son importance dans la société et comment elle concerne le citoyen ;
- ▶ une présentation préalable des **outils de connaissance** afin de pouvoir dégager les informations utiles, statistiques, classifications, indicateurs... ;
- ▶ un traitement central de la question à travers **les faits à analyser** où ceux-ci sont structurés, hiérarchisés et expliqués ;
- ▶ la mise au jour des liens avec **les arguments des économistes** toujours sous-jacents à l'analyse des faits et aux controverses suscitées ;
- ▶ un zoom sur un point particulier du thème traité constituant **le « plus » sur la question** ;
- ▶ des pistes **pour en savoir plus** à travers une bibliographie sélective et commentée.

Chaque rubrique présente des **exemples** et des **encadrés** pour **aider à comprendre**. Un lexique des termes spécialisés est inclus au fil de la lecture, en notes de bas de page.

L'ouvrage est conçu pour les étudiants des classes préparatoires et de niveau Licence 1 en Économie et tous ceux qui ont l'occasion d'aborder l'étude de l'économie dans leur cursus.



<http://noto.deboecksuperieur.com> : la version numérique de votre ouvrage

- 24h/24, 7 jours/7
- Offline ou online, enregistrement synchronisé
- Sur PC et tablette
- Personnalisation et partage

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

www.deboecksuperieur.com

ISBN 978-2-8073-0672-1

ISSN 2034-5070



Dans le cadre du nouveau Système Européen de Transfert de Crédits (E.C.T.S.), ce manuel couvre **en France** le niveau : Licence

En Belgique Licence

En Suisse Licence

Au Canada Licence

L
M
D

*Agrégé de sciences sociales, **Hervé Charmettant** a une expérience d'une vingtaine d'années en lycées et classes préparatoires. Il est actuellement Maître de conférences à la Faculté d'économie de Grenoble. Ses enseignements comprennent un cours de première année qui vise à donner une culture économique de base à tous les étudiants en économie et gestion, à l'image de l'intention de cet ouvrage.*

***Georges Sébastien** est Directeur de l'Institut d'Études Sociales (IES) de Grenoble, Docteur en Économie et Professeur certifié de Sciences économiques et sociales. Il est, en outre, formateur dans les domaines de l'économie et de la communication auprès d'un public varié, composé d'étudiants et de salariés d'entreprises.*

***Guillaume Vallet** est Maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Grenoble Alpes. Il est également chercheur associé au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) et à l'Institut de Recherches Sociologiques (IRS) de Genève. Ses centres d'intérêt portent essentiellement sur la monnaie, l'économie suisse, l'histoire de la pensée économique et sociologique, le sport et le corps.*